

Dazoue Dongue Guy Paulin¹¹ FSEG de l'Université de Maroua*Received: 11 December 2016 Accepted: 5 January 2017 Published: 15 January 2017*

Abstract

L'Afrique sub-saharienne en est la principale région bénéficiaire de l'APD. Elle est également la région où la pauvreté augmente le plus. La raison le souvent évoquée pour expliquer l'inefficacité de l'aide au développement est la mauvaise gouvernance des pays bénéficiaires. Pourtant, il paraît que l'inefficacité de l'APD est due à une incohérence des politiques d'aide publique au développement et les autres politiques des pays du Nord à l'égard des Pays du Sud. Pour élucider ce paradoxe, une étude empirique est menée sur l'impact du commerce extérieur sur l'efficacité de l'aide publique au développement. A partir des données de WDI(2016) pour la période 1985 à 2014, l'estimation du modèle économétrique par la Méthode des Moments Généralisés(MMG) révèle que l'ouverture commerciale impacte négativement et de façon significative l'efficacité de l'APD du Cameroun. Plus le pays est ouvert aux échanges commerciaux internationaux moins son APD est efficace. Si le Cameroun cesse d'échanger avec l'extérieur, une augmentation de 1

Index terms— aide publique au développement, commerce nord-sud, efficacité de l'apd, cohérence des politiques pour le développement(CPD).

Mots-clés: aide publique au développement, commerce nord-sud, efficacité de l'apd, cohérence des politiques pour le développement(cpd).

1 I.

Contexte De L'étude avec la fin de la Guerre Froide, l'aide au développement a perdu les soutiens et les justifications qu'elle y trouvait. La fidélisation des pays du Tiers Monde ne sont plus perçues comme un enjeu essentiel par les décideurs politiques pour l'octroi de l'aide. En outre, l'augmentation de la pauvreté, parallèlement à la politique d'aide au développement ainsi que les problèmes liés à l'endettement des pays aidés vont dans les années 1990, conduire l'aide dans une crise de légitimité sans précédent avec diminution du volume d'aide octroyée aux pays en développement au cours de ces années. Cet affaiblissement a rendu plus audibles les critiques de toutes sortes sur l'aide publique au développement:

Author: Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Maroua-Cameroun BP: 46 Maroua -Cameroun. e-mail: dazoue_guy@yahoo.fr -Critique libérale, qui accuse l'aide de distordre les marchés, de déresponsabiliser les gouvernements et d'emprisonner les États bénéficiaires dans la dépendance à l'égard des subsides internationaux ; -Critique marxiste, pour laquelle l'aide publique au développement s'est faite le vecteur de la globalisation et de la libéralisation économique des pays en développement au détriment de ces derniers; -Critique managériale, qui relève l'inefficacité de l'aide publique au développement en comparant les volumes engloutis au cours des décennies avec les résultats obtenus; particulièrement en Afrique subsaharienne.

Dans cette conjoncture défavorable à l'aide internationale, la Banque Mondiale a relancé le débat sur l'efficacité de l'aide publique au développement avec la publication de son rapport « Assessing Aid » (1998) fondé sur les travaux de Burnside et Dollar (1997). Ce rapport soutient que l'efficacité de l'aide en matière de croissance dépend de la qualité des politiques économiques des pays en développement. L'aide au développement devrait rendre dynamique l'activité économique dans les pays récipiendaires, entraîner des progrès sociaux, soulager la souffrance des populations pauvres, soutenir le développement de façon durable.

Que ce soit la Banque mondiale, le FMI ou encore certaines agences de développement des pays du Nord, tous suivent le concept selon lequel l'aide publique au développement ne peut être efficace dans la réduction

de la pauvreté que si le pays a des politiques économiques saines. Sises politiques sont mauvaises, alors ils ne recevront plus ou très peu d'aide Publique au développement malgré le besoin des populations. En effet, l'efficacité conditionnelle apporte la justification quant au choix des pays à aider et les montants à octroyer. Ce modèle plaît aux pays industrialisés et aux organismes de l'aide multilatérale qui ne se gênent pas pour sélectionner les pays en fonction de la qualité de leurs politiques économiques dans le but de réduire le plus possible la pauvreté. Et pourtant dans le business de l'aide publique au développement, la plupart des pays industrialisés du Nord paraissent s'être placés eux-mêmes dans une impasse quant à leur crédibilité auprès des observateurs de l'économie du développement et des populations des pays en développement. Celle-ci, et c'est bien connu aujourd'hui, se trouve au plus bas dans la plupart des pays occidentaux. La cause première de cette perte de confiance se trouve dans les politiques incohérentes, presque anarchiques, des pays du nord. En effet certaines politiques publiques des pays du Nord effacent parfois l'impact positif de l'aide publique au développement. « A quoi sert-il par exemple d'aider les pays pauvres à améliorer leurs capacités d'exportation si, dans le même temps, les nations développées maintiennent leurs barrières commerciales » (Charnoz et Severino, 2007) ?

On s'inquiète par exemple du fait que les politiques commerciales ou migratoires des pays du Nord fassent supporter un coût très important aux pays qui reçoivent le plus d'aide publique au développement; réduisant à la fois la lisibilité et l'efficacité de l'aide internationale. Quand on examine la situation pays par pays, certains cas semblent effectivement porter la marque de sérieuses incohérences. Celles-ci concernent au premier chef l'articulation entre politiques d'aide publique au développement et les politiques commerciales. En effet, certains pays largement bénéficiaires de l'aide publique au développement doivent faire face à des protections commerciales particulièrement importantes. D'un côté, les pays africains à faible revenu producteurs de coton par exemple sont confrontés à des cours internationaux déprimés et aux distorsions provoquées par les subventions accordées aux producteurs des pays développés ; de l'autre coté, les mêmes pays africains reçoivent une aide internationale pour réformer et doper leurs capacités de production de coton. L'Union Européenne est favorable à une aide budgétaire aux pays concernés pour financer un fonds de stabilisation afin de préserver les filières de production plutôt que de chercher une régulation du marché international qui réduise les distorsions. Bien que le droit de douane moyen appliqué par les pays du Nord aux produits du Sud ait diminué depuis les années 1980, des pics tarifaires et des barèmes progressifs perdurent. Ils frappent surtout des secteurs pour lesquels les pays en développement détiennent des avantages comparatifs à savoir les produits agricoles. Les barrières non tarifaires sont également un moyen de mettre des entraves au commerce. Cela va de l'instauration de normes aux difficultés administratives en passant par des standards. Bien que l'on puisse penser qu'il soit cohérent de compenser les pays auxquels on ferme ses portes, il semble clair qu'une telle combinaison de politiques revient à interdire aux pays pauvres les moyens de s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis de l'aide internationale. Selon une étude empirique de Cogneau et ??ambert (2006), des pays pauvres comme le Nicaragua ou le Honduras spécialisés dans les exportations de sucre bénéficient d'une aide par tête importante mais sont taxés de façon exceptionnellement élevée (entre 4.5 et 6.9 points de plus que ce qu'ils devraient supporter s'ils étaient confrontés aux droits de douane moyen de leurs concurrents). Le cas du Malawi est un autre exemple concret : ce pays touche une aide internationale représentant 4.9 pour cent de son PIB mais est confronté à un taux de taxation sur ses exportations supérieur de 9 points à la moyenne de se Il est au premier chef essentiel qu'ils s'engagent dans une libéralisation accélérée de leurs marchés dans les domaines où les PED ont encore un avantage comparatif (textiles et agriculture notamment). le rapport Oxfam en 2002 note que les barrières mises en oeuvre par les pays riches à l'encontre des exportations des pays pauvres coûte à ces derniers 100 milliards de dollars par an, c'est-à-dire deux fois plus qu'ils ne reçoivent au titre de l'APD.

Par ailleurs, suite à l'unification accélérée des marchés et des règles de concurrence depuis les années 1980, le nombre de normes imposées à tous les acteurs économiques a explosé. Ces normes concernent entre autre le sanitaire, l'environnemental, le social, l'éthique. L'équilibre entre la nécessité de diffuser certaines règles et la revendication des pays pauvres à se développer dans des conditions environnementales et sociales comparables à celles des pays riches au moment de leur décollage économique est difficile à trouver. C'est ainsi qu'en 2013 plusieurs tonnes de cacao camerounais a été refoulées sur le marché de l'Union européens pour non respect des normes.

Les pays du Nord protègent surtout les produits pour lesquels les pays du Sud ont des avantages comparatifs (riz, coton, sucre, etc.). Pour illustrer ce problème, plusieurs petits exemples sont présentés. Le premier est le cas des poulets congelés. Ces poulets de deuxième choix provenant d'Europe sont subventionnés et par conséquent peuvent être écoulés à prix cassé sur les marchés africains. Les ménagères ne demandent pas mieux pour nourrir leur grande famille. Mais les éleveurs locaux n'arrivent pas à écouler leurs marchandises et finissent par abandonner la partie. Une opinion au Cameroun soutient que la recrudescence de la grippe aviaire au Cameroun serait une manière de justifier plus tard la réouverture de la frontière camerounaise à ces poulets suite aux chantages des pays du Nord.

On est passé, en quelques décennies, d'une vision un peu caricaturale de l'aide au développement comme simple source de financement externe, à la vision néoclassique du mot d'ordre « trade, not aid » (le développement par le commerce plutôt que par l'aide), puis à une prescription plus sophistiquée, défendue par la Banque mondiale de « l'aide pour le commerce » (« aid for trade »). Cependant, c'est d'aide et de commerce dont ont besoin les pays pauvres, d'où la nécessité de la cohérence entre la politique d'aide publique au développement et la politique commerciale des pays riches en faveur des pays pauvres.

La signature de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre le Cameroun et l'Union Européenne aura des impacts forts sur l'économie camerounaise. Une étude du MINEPAT en 2013, montre des pertes cumulées de recettes non pétrolières de 547,7 milliards sur la période 2010-2020, dont 459,6 milliards entre 2015 et 2020. Ce gap représenterait en moyenne 0,4% du PIB sur cette dernière période, et cette situation aggraverait le besoin de financement de l'économie qui passerait de 216,3 milliards en 2010, à 1 167,5 milliards en 2020 ». Le MINFI quant à lui, évalue les pertes en termes de recettes fiscales à 1 330 milliards de perte cumulée en 2023 et 2470 milliards en 2030.

Le plan d'adaptation de l'économie camerounaise étant évalué à 2500 milliards, en perspective à ces accords pour le renforcement du tissu économique à travers l'amélioration de la compétitivité des entreprises camerounaises. En l'absence des recettes générées par les droits de douanes, les pouvoirs publics sont dans la recherche de la solution la plus optimale, c'est-à-dire celle qui permettra à l'Etat au mieux de maintenir le même niveau de recettes et de poursuivre son plan d'investissement qui à terme, fera du Cameroun un pays émergent à l'Horizon 2035. Cette solution ne peut que résider soit dans l'élargissement de l'assiette fiscale, soit dans l'agrandissement de la base fiscale. Toute chose restant égale par ailleurs.

La solution qui induira moins d'effets pervers est celle de l'élargissement de l'assiette fiscale. Le secteur informel représente près de 80% de l'économie nationale. Si l'on veut élargir l'assiette fiscale, il faudra à court et à moyen terme, faciliter la migration des 3 635 Unités de Production Informelles recensées lors de la deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI2 de 2010), vers le secteur formel. Mais la faible productivité et la faible compétitivité des entreprises camerounaises (115e pays sur 148 au classement 2013 du World Economic Forum) ne peuvent pas leur permettre en l'état actuel de faire concurrence avec les économies développées. Conséquence, si rien n'est fait dans le sens de renforcer cette compétitivité, l'économie nationale sera paralysée et la croissance plombée du fait de l'incapacité des entreprises nationales à créer plus de richesses et plus d'emplois. L'émergence de la Chine par exemple s'est traduit par l'augmentation des exportations de la Chine vers les pays africaines et parallèlement par une augmentation de l'aide publique au développement de la Chine vers l'Afrique. Ceci semble synchroniser avec les propos du Robert McNamara, alors président de la Banque mondiale, dans son discours prononcé, le 30 septembre 1968: « La part des fonds apportés par l'aide (APD) qui reste dans les pays en développement est très faible. Pratiquement, tout l'argent octroyé retourne rapidement aux pays riches sous forme de produits achetés chez eux. ». L'objectif général de ce travail est d'étudier la cohérence pour le développement économique entre l'aide publique au développement et les échanges commerciaux des pays développés à l'égard du Cameroun. Ceci se fera en appréciant l'impact du commerce extérieur sur l'efficacité de l'aide publique au développement du Cameroun.

II.

3 Revue De La Littérature

Plusieurs travaux porte sur l'efficacité de l'aide publique au developpement. ??everino ??002)soulignent d'une part que l'impact total de l'aide est grand par rapport à celui suggéré par l'analyse de Burnside et Dollar (2000). D'autre part, ils révèlent que la sensibilité de l'aide à la politique est plus variable, c'est-à-dire qu'une variation de l'aide d'un point de pourcentage entraine la variation du taux de croissance de 0,6 point de pourcentage dans des pays avec de bonnes politiques économiques. Ce taux est de 0,4 point pour les pays avec des politiques économiques moyennes et de 0,2 pour les pays avec des politiques économiques faibles stérus paribus.

Burnside et Dollar (2000) illustrent leur résultat à travers le graphique ci-dessous. Le taux de croissance moyen de chaque groupe semble dépendre de l'interaction qui existe entre l'aide et les politiques. Ce graphique démontre que la qualité des politiques a un impact significatif sur la croissance.

Le modèle des précédents auteurs a fait l'objet d'importantes critiques (Saad, 2012). La sélectivité des pays receveurs d'une part et d'autre part l'échantillon de pays assez restreint ont été remis en question. De plus, l'indicateur de politique économique retenu par Burnside et Dollar ne fait pas l'unanimité car l'inflation ne serait pas une mesure de politique économique et que sa relation avec la croissance serait non linéaire. Quant au surplus budgétaire, il ne serait pas un déterminant significatif de la croissance.

Suite à l'analyse de Burnside et Dollar, Dalgaard et al (2001) ont introduit en plus du terme interactif de l'aide avec l'indicateur de politique économique Aide * POLt, un terme interactif de l'aide avec la qualité initiale de ces politiques Aide * POL(t-1). Ils arrivent à la conclusion selon laquelle Aide * POLt est une variable significativement positive tandis que Aide * POL(t-1) est significativement négative.

Devarajan et al (2001) ont étudié la relation entre l'aide et les réformes dans 10 pays africains dont deux pays réformateurs (Ghana et Ouganda) où l'impact de l'aide a joué un rôle plus que positif et significatif. Ils considèrent toutefois que des montants d'aide relativement élevés, orientés vers les pays ayant de mauvaises politiques économiques ont tendance à perdurer ces mauvaises politiques.

Similairement, Denkabe (2003) cherche à déterminer l'impact de l'APD sur la croissance économique vis-à-vis de la politique économique. Comme mesure de cette dernière, il a retenu l'ouverture commerciale, l'inflation et la balance fiscale. Grâce à la méthode des moments généralisés, il suggère qu'il existe un seuil d'APD en dessous duquel l'aide tend à avoir un impact positif sur la croissance mais au dessus duquel son effet est non positif sur la croissance. Ce seuil d'aide est fonction de la politique macroéconomique.

Tous ces résultat sont été contestés dans de nombreux travaux parmi lesquels ceux de Guillaumot et ??hauvet

(1999). Ces derniers affirment qu'une bonne politique macroéconomique a une influence positive sur la croissance, indépendamment de l'aide ou de l'environnement extérieur. Ils montrent que l'aide reste efficace même si on ne tient pas compte de la qualité de la politique économique. D'après Lensink et Morrissey (2000), lorsque l'on prend en compte l'incertitude de l'APD, son impact sur la croissance devient significatif. Ils estiment donc une équation d'investissement juste pour montrer que l'impact de l'APD sur la croissance passe par l'investissement, en y ajoutant une variable relative à l'incertitude de l'APD. Pour estimer l'équation d'investissement, ils utilisent les valeurs moyennes de 88 PED, dont 43 pays africains entre 1970 et 1995. Leur résultat établit que l'APD a un impact significatif sur l'investissement seulement lorsque l'incertitude de l'APD est incluse dans l'équation mais reste non significatif lorsque seulement les pays africains sont considérés.

Dans l'une de leurs publications, Guillaumot et Chauvet (2001) montrent que l'aide est plus efficace dans les pays qui sont économiquement vulnérables. De plus ajouter cette nouvelle variable A*E entraîne le terme interactif A*P à être négatif, significatif lorsqu'on utilise la méthode OLS (Ordinal Least Square) mais non significatif lorsque ce sont des techniques TSLS (Two Stage Least Square) qui sont utilisées. Les auteurs concluent que l'aide additionnelle doit-être donnée aux pays qui font face aux chocs externes. En outre ils pensent que les facteurs externes ont un impact sur la variable politique de telle sorte que les pays vulnérables aux chocs externes trouvent très pénible de maintenir des politiques saines.

Hansen et Tarp (2001) soutiennent l'idée de Guillaumot et Chauvet (1999). Grâce à la méthode des moments généralisés, ceux-ci stipulent que l'effet marginal de l'aide sur la productivité semble diminuer quand les flux d'aide augmentent. Ils ajoutent qu'il n'y a aucune relation entre l'aide et la politique économique. Tout comme Burnside et Dollar (2000), ces auteurs ont retenu trois variables pour indiquer la politique économique. Dollar et Levin (2006) Etant donné que cette étude s'inspire de celle de Burnside et Dollar (2000), la variable POL dans le terme interactif APD.POL est désagrégée. Dans l'équation à estimer dans le but de vérifier si l'efficacité de l'aide est conditionnée par le niveau de l'ouverture commerciale.

L'équation dynamique à estimer est donc réécrite de la façon suivante: $Y_t = b_0 + b_1 Y_{t-1} + b_2 INV_t + Y_t = a_0 + a_1 OUV_t + (c + d*OUV) APD_t + ? Y_t = a_0 + a_1 OUV_t + c APD_t + d OUV_t * APD_t + ? Y_t$

On considérant les coefficients de l'équation dynamique on a: La procédure d'estimation se fera en trois étapes. D'abord, nous vérifions la stationnarité des séries, ensuite nous faisons un test de cointégration pour examiner l'existence d'une relation de long terme et enfin, nous procédons à l'estimation de cette relation. ? Test d'Im Pesaran et Shin ??1997, 2002 et 2003) Pour détecter la présence de racine unitaire sur des données de panel, le test de Dickey Fuller Augmenté (DFA) ne peut plus être utilisé car si l'on surestime le nombre de retards, la puissance du test DFA est détériorée. Le problème est fondamental si le nombre de retards est sous évalué. Dans ce cas, la paramétrisation du modèle ne permet pas de blanchir totalement les résidus, en conséquence de quoi les distributions asymptotiques de DFA ne sont plus valides (Hurlin et ??ignon, 2005). $Y_t = b_0 + b_3 OUV_t + b_5 APD_t + b_7 APD_t . OUV_t + ? Y_t$

Les premiers tests de racine unitaire sur panels hétérogènes ont été proposés par Im Pesaran et Shin Si les séries ne sont pas stationnaires, c'est-à-dire que s'il y a existence de racine unitaire, on va employer les tests de Pedroni ??1999, ??2004) Trois équations ont été estimées, le premier modèle est la régression de la croissance sur les variables de contrôle et l'ouverture commerciale(OUV), il ressort que la variation de ses variables indépendants explique à 76,93% la variation de la croissance économique. L'ouverture commerciale a un effet positif et significatif sur la croissance économique. En effet, un accroissement de l'ouverture commerciale de 1% entraîne une augmentation de la croissance économique de 14,1%.

En introduisant la variable APD dans l'équation, ce qui donne le second modèle, l'estimation de ce modèle donne un coefficient de détermination de 0,8052. Il ressort que l'aide publique au développement a un impact positif et significatif sur la croissance économique. En effet, une augmentation de l'APD de 1% entraîne une augmentation de la croissance économique de 42,23%. On note que l'ouverture commerciale a toujours un impact positif et significatif sur la croissance économique. L'augmentation de l'ouverture commerciale de 1% entraîne une augmentation de la croissance économique de 12,57%. Force est de constater qu'en présence de l'APD, l'effet individuel de l'OUV sur la croissance économique a diminué.

En introduisant dans le modèle précédent le terme interactif APD*OUV, le troisième modèle est spécifié. La variation de la variable explicative de ce modèle explique à 84,51% la variation de la croissance économique qui est la variable dépendante dans ce modèle économétrique.

$Y_t = -20.509 + 0.619Y_{t-1} -1.433INV_t -3.819EPA_t + 15.106OUV_t + 0.144INFT + 2.369APD_t - 0.1818APD_t.OUV_t$ De cette équation estimée, on déduit la relation suivante:

Efficacité de l'APD = $2,369 - 0,1818 OUV$ L'effet de l'APD renvoie à l'efficacité de l'APD en termes de croissance économique. il est clair que l'efficacité de l'APD du Cameroun dépend de son niveau d'ouverture commerciale. Plus le pays est ouvert aux échanges commerciaux internationaux moins son APD est efficace. si le Cameroun cesse d'échange avec l'extérieur, une augmentation de 1% de son volume d'APD entraînerait une augmentation de la croissance économique de 2,36%. Avec un taux de 13,03% d'ouverture commerciale, l'efficacité de l'APD est nulle, au dessus de cette valeur l'APD devient inefficace.

V.

4 Conclusion

Le commerce extérieur a un impact négatif et significatif sur l'efficacité de l'APD au Cameroun. Le solde de la balance commerciale du Cameroun est structurellement déficitaire. L'APD devrait permettre de modifier cette tendance afin d'accroître son effet sur la croissance économique. La libéralisation commerciale que les pays du Nord impose à certain pays du Sud comme le Cameroun réduit l'efficacité de l'aide publique au développement en termes de croissance économique. Nous plaçons pour la cohérence de la politique de l'APD et la politique Commerciale des pays du Nord à l'égard du Cameroun.

[Note: Généralisés(MMG) révèle que l'ouverture commerciale impacte négativement et de façon significative l'efficacité de l'APD du Cameroun. Plus le pays est ouvert aux échanges commerciaux internationaux moins son APD est efficace. si le Cameroun cesse d'échange avec l'extérieur, une augmentation de 1% de son volume d'APD entraînerait une augmentation de la croissance économique de 2, 36%. Avec un taux de 13,03% d'ouverture commerciale, l'efficacité de l'APD est nulle, au dessus de cette valeur l'APD devient inefficace. Le Cameroun ayant une balance commerciale structurellement déficitaire, nos conclusions plaident pour la cohérence de la politique d'aide publique au développement et la politique commerciale des pays du Nord à l'égard du Cameroun.]

Figure 1:

Politique d'ouverture commerciale.

La variable POL est alors introduite dans

l'équation ci-après ayant pour variable dépendante «

CROISSANCE » :

$CROISSANCE = -0,60 (\text{Revenu initial par habitant}) +$

$0,71 (POL) - 0,021 (Aide / PIB) + 0,19 (Aide / PIB) * POL$

$+ gX$ où

Figure 2:

III.

methodologie De Recherche

a) Spécification du modèle

Figure 3:

¹() 2017 © 2017 Global Journals Inc. (US) 1

²© 2017 Global Journals Inc. (US)

³() 2017 B Impact Du Commerce Extérieur Sur L'efficacité De L'aide Publique Au Développement: Cas Du Cameroun

Le taux de croissance du PIB réel par	suivantes: APDt, OUVt, INFt, INVt, APDt2, APDtxOUVt et
habitant(Y_t) est la variable endogène ou expliquée du	Y_{t-1} . Les signes attendus sont récapitulés dans le
modèle, les variables exogènes ou explicatives sont les	tableau ci-dessous:
Tableau 1: Signes attendus de l'équation APD-croissance économique	
Variables exogènes	Signes Attendus
APD	(+/-)
OUV	(+)
EPA	(+)
INF	(+/-)
INV	(+)
Y_{t-1}	(-)
APD 2	(-)
APDxOUV	(+/-)
Déduction de l'efficacité de l'APD et l'Ouverture	Sous forme mathématique, on peut écrire $a_2 = c + d * OUV$
commerciale.	En remplaçant dans l'équation précédente on a :
Pour simplifier: supposons que la croissance	
économique est fonction de l'aide et l'ouverture commerciale uniquement.	
$Y_t = a_0 + a_1 OUV_t + a_2 APD_t + ?_t$	
Nous faisons l'hypothèse effet de l'aide publique au développement (a_2) est fonction du niveau d'ouverture commerciale.	

Figure 4:

		IV.	Presentation Des Resultats
		Tableau 2: Résultat du test de stationnarité	
		TEST DE STATIONNARITE (Au seuil de 5%)	
Variables	Dickey-Fuller Augmenté (ADF)	Valeur des Statistiques	Valeur Critique
Y		-2.134348	
Y t-1		-2.122898	
APD		-2.497015	
OUV		-1.996093	
INF		-4.040716	
EPA		-1.955492	
APD*OUV		-2.349072	

Le résultat montre que toutes les variables sont directement à l'estimation de notre Modèle par la stationnarité en premier terme. Ainsi, sous l'hypothèse alternative, il existe une a) Résultats des estimations du modèle de l'impact de

Tableau 3: Modeles Variables explicatives Constante		relation de cointégration pour chaque individu du panel
Yt-1		0.573367 (0.0000)
IINV		- 1.838205 (0.0000)

Avec $i = 1, \dots, N$ désignant l'individu; $t = 1, \dots, T$ et $m = 1, \dots, M$. Les sept tests de Pedroni sont fondés sur

dimensions within ou intra-individuelle (4 tests) et between ou inter-individuelle (3 tests). Ils reposent sur 1

Le constat qui se dégage est que le test fondé sur la dimension between est plus général au sens où il APD autorise la présence d'hétérogénéité entre les individus sous l'hypothèse H1. APDxOUV

Les statistiques de Pedroni suivent une loi normale centrée réduite pour T et N suffisamment R2 0.769339 importants (Abida, 2011):

Figure 5:

-
- 238 [Charnoz and Et Severino ()] , O Charnoz , J-M Et Severino . 2007. Paris, Editions La Découverte. 122.
- 239 [Denkabe (2003)] ‘Aid and Growth: A Threshold Hypothesis», Department of Economics’ P Denkabe . «*Policy*,
- 240 (New York university) 2003. December.
- 241 [Rajan and Subramanian ()] ‘Aid and growth: What does the cross-country evidence really show’. R G Rajan ,
- 242 A Subramanian . *The Review of Economics and Statistics* 2008. 90 (4) p. .
- 243 [Assessing Aid: What Works, What Doesn’t, and Why ()] *Assessing Aid: What Works, What Doesn’t, and Why*,
- 244 (New York) 1998. Oxford University Press.
- 245 [Burnside and Et Dollar ()] C Burnside , D Et Dollar . *World Bank Policy Research working paper*, 1997. 1777
- 246 p. . («Aid, Policies, and Growth)
- 247 [Burnside and Et Dollar ()] C Burnside , D Et Dollar . «*Aid, Policies, and Growth*, 2000. 90 p. .
- 248 [Dalgaard et al. ()] C-J Dalgaard , H Hansen , F Et Tarp . *On the empirics of foreign aid and growth*, 2004. 114
- 249 p. . (juin)
- 250 [Dollar and Et Easterly ()] D Dollar , W Et Easterly . *The Search for the Key: Aid, Investment and Policies in*
- 251 *Africa*, 1999. 8 p. .
- 252 [Dollar and Et Levin ()] D Dollar , V Et Levin . N0. 12. *The increasing Selectivity of Foreign Aid*, 2006. 1984
- 253 -2008. 34 p. .
- 254 [Amewoa ()] *L’aide publique au développement permet -elle le développement en Afrique subsaharienne*, A K
- 255 Amewoa . 2008. Limoges. (presse universitaire)
- 256 [Severino and Et Debrat ()] J-M Severino , J M Et Debrat . *L’aide au développement*, 2010. (éditions le Cavalier
- 257 bleu)
- 258 [Lensink and Et Morrissey ()] ‘« Aid instability as a measure of uncertainty and the positive impact of aid on
- 259 growth’. R Lensink , O Et Morrissey . *Journal of Development Studies* 2000. 36.
- 260 [Nafiou ()] « *Impact de l’aide publique au développement sur la croissance économique du Niger* », *Revue africaine*
- 261 *de l’intégration*, M Nafiou . 2009. 3. (N0. 2, octobre)
- 262 [Collier and Et Dollar ()] ‘«Aid Allocation and Poverty Reduction’. P Collier , D Et Dollar . N0. 8. *European*
- 263 *Economic, Review* 2002. 46.
- 264 [Hansen and Tarp ()] ‘«Aid and Growth Regressions»’. H Hansen , F Tarp . *Journal of Development Economics*
- 265 2001. 64 (2) .
- 266 [Guillaumont and Et Chauvet ()] ‘«Aid and Performance: A Reassessment’. P Guillaumont , L Et Chauvet . N0.
- 267 6. *Journal of Development Studies* 2001. 37.
- 268 [Chauvet and Et Guillaumont (2007)] ‘«Aid, Volatility and Growth Again. When Aid volatility matters and
- 269 when it does not», CERDI’. L Chauvet , P Et Guillaumont . *Etudes et Documents* 2007. may. p. 20.
- 270 [Lensink and Et White ()] ‘«Assessing Aid: A Manifesto for Aid in the 21st Century?’. R Lensink , H Et White
- 271 . *Oxford Development Studies* 2000. 28 (1) .
- 272 [Séverine ()] «*Efficacité de l’Aide et Développement. Le Cas de l’Asie de l’Est*, B Séverine . 2004. Université de
- 273 la Méditerranée (Thèse de Doctorat ès Sciences Economiques)
- 274 [Nyoni ()] ‘«Foreign aid and economic performance in Tanzania’. T Nyoni . *AERC Working Paper* 1997. p. 61.